

Gaer ha Da

MAI 1977



INFORMATIONS BRETONNES

N° 3

NETRA, NA DEN NA VIR OUZHIMP KERZHOUT WAR-DU AR PAL...

RIEN, NI PERSONNE NE NOUS EMPECHERA DE MARCHER VERS NOTRE BUT...

Youenn DREZEN.

14 LA BRETAGNE A PARIS 25 MARS 1977 N° 1579

LE POINT DE VUE DE MORVAN DUHAMEL

Elections municipales : tournant ou rupture ?

A juste titre, les commentateurs ont souligné le caractère capital du résultat des élections municipales non seulement dans toutes les régions, mais spécialement dans la nôtre. Elles constituent plus qu'un tournant dans notre vie publique : plutôt une véritable rupture avec ce que nous avons connu depuis la guerre, et même avant celle-ci...

Bien entendu, les causes d'un tel événement sont multiples et dans une large mesure politiques : d'un côté une opposition qui, à quelques exceptions près, n'avait jamais été si unie, si déterminée, ni surtout si désireuse de transformer en un événement politique national le renouvellement d'équipes administrant les communes. En face, des rivalités de groupes ou de personnes, une indécision frisant la démobilité...

Dans les villes où, par exception, la situation à cet égard était inversée, à Quimper par exemple, le résultat n'a-t-il pas également été à l'inverse de la tendance générale ? Belle preuve que dans une consultation électorale, en définitive, c'est le choix des hommes et la détermination dont ils font preuve qui comptent le plus, c'est-à-dire la lutte politique, tandis que les aspects économiques, sociaux et culturels de la vie publique, si importants soient-ils, ne viennent qu'après !

Un environnement décevant

Il faut dire que ces aspects n'étaient de toute façon guère favorables dans notre région, et qu'il aurait fallu, de la part des équipes municipales en place et désireuses d'y rester, une résolution plus grande que jamais, dont beaucoup n'étaient guère capables.

D'abord, c'est dans tout l'Ouest que la situation générale s'est dégradée. L'Ouest a beau avoir été inscrit dans les priorités du VII^e plan, cela ne s'est pas traduit par les réalisations escomptées et imprudemment promises. Les grands investissements ayant valeur d'entraînement, en matière d'emploi notamment, c'est en région parisienne et à l'Est d'une ligne Charbourg-Montpellier qu'ils ont encore été effectués ou prévus, comme d'habitude. Rien d'étonnant, par conséquent, que l'Ouest réalise faiblement par défaut à la majorité.

Si cette dernière a recueilli de façon plus particulièrement spectaculaire en Bretagne, c'est aussi dans une très large mesure parce que sa politique bretonne est demeurée bien décevante, oscillant entre des engagements jamais totalement tenus et des emprisonnements arbitraires qui ont scandalisé l'opinion publique. A longueur de semaine, dans ces colonnes, nous avons montré tout à la fois les possibilités prometteuses qui s'offraient et les réalisations limitées qui suivaient les intentions apparemment positives des porte-parole officiels et, dans la pratique, les tergiversations du pouvoir central, ses retards, ses hypocrisies aussi.

Le développement économique, les réalisations sociales, la vie culturelle, les institutions régionales et jusqu'à la vie administrative, présentent en Bretagne des spécificités particulières. Les ignorer, les mettre au compte du folklore, comme on ne le faisait qu trop

dans les bureaux et les salons parisiens, cela revenait à se couper littéralement d'une population que, dans l'histoire, l'injustice a toujours poussée à la révolte. Le fait que cette révolte se soit, cette fois, manifestée par des bulletins de vote, nôte rien à sa valeur démonstrative.

Pas d'illusions excessives

Les équipes municipales battues n'avaient pas, pour la plupart, démenti. Certaines comptaient même à leur actif des réalisations remarquables. Si beaucoup sont tombées, c'est d'abord par la faute du pouvoir central et de sa piètre politique bretonne, dont elles n'ont pas pu ou pu si se désolidariser, et qu'elles ont de la sorte cautionnée.

Déjà de la même manière, c'est par défaut devant cette politique incohérente que, dans notre région, se détournent de la vie publique tant d'hommes et de femmes que

leur nature conduirait pourtant à y assumer des responsabilités sans a priori idéologiques.

Le résultat des élections municipales préfigure-t-il celui des élections législatives qui auront lieu en principe dans un an, ainsi que celui des élections au Parlement européen ? On peut le penser.

Comment ne pas penser aussi, puisqu'en politique rien n'est jamais inéluctable, au redressement de la « majorité » qui pourrait encore intervenir en Bretagne, et dont il est aisé de tracer les données ? Oter à l'administration le soin de conduire la politique bretonne du gouvernement, engager une concertation loyale avec les représentants de la Bretagne profonde, respecter les spécificités de celle-ci et d'abord son intégrité, lui laisser le soin de faire elle-même ses affaires dans tous les domaines qui, en bonne logique, sont de sa compétence, le pouvoir central limitant ses interventions à ce qui est de son ressort normal dans les autres démocraties.

Ne rêvons pas ! En cette matière comme en tant d'autres, Paris préfère connaître la défaite plutôt que de déroger aux principes centralisateurs qui l'animent toujours.

Ceux qui entendent servir les intérêts vrais de la Bretagne ne doivent toutefois pas se relâcher trop tôt de l'évolution intervenue et ne pas se bercer d'illusions exorbitantes : si défaite de la « majorité » il y a dans un an, qui peut dire aujourd'hui que les principes centralisateurs ne lui surviendront simplement incarnés par d'autres équipes ?

LES BASQUES
de Jacques Allières
Que Sais-je?
128 p., 9 F

C'est une gageure d'écrire 128 pages sur les Basques, quand autour du fait « euzkarien » demeurent tant de doutes, de mystères. La précaution de l'auteur n'est donc pas que d'usage. Mais c'en est une autre de rendre compte en quelques lignes d'un ouvrage tel que celui de Jacques Allières, dont le principal mérite est de parler sobrement d'une nation en crise, en un temps où les media font l'impasse systématiquement.

Il ne s'agit pourtant pas d'un essai polémique, d'un pamphlet politique à verser au crédit de la cause autonomiste. Le livre ne tranche pas. Il ne fait que ressusciter quelques-unes des interrogations quant aux origines des Basques. Il est celui d'un linguiste, d'abord; à travers la généalogie du Basque, l'auteur retrace l'histoire des populations installées sur les deux versants des Pyrénées, entre les rives de l'Adour, et Bilbao et Pampelune. La lagune basque, dit-il, est isolée du fond commun européen. Et, aucune des hypothèses sur l'apparement au celtique, au berbère, ou au caucasien ne l'emporte de façon décisive. De là, Jacques Allières semble induire que les Basques ne sont pas une popu-

lation « déplacée », qu'ils ont toujours été là » et que comme la pluie sur les plumes d'un canard, les divers passages, depuis les Romains jusqu'aux Arabes, n'ont pas atteint à leur unité, à la pureté de leurs traditions. Cette conclusion explique d'autre part le régime sociétal original, profondément démocratique, que les Basques ont su sauvegarder en dépit des tentatives nombreuses des monarches de Navarre, de Castille et d'Aragon, d'abord, et des états centralisateurs, ensuite, pour la briser. Le séparatisme d'aujourd'hui ne serait ainsi que la continuation d'une longue tradition de fronde, à la limite d'un isolationnisme que les villégiatures de la reine Victoria, ou de l'impératrice Eugénie n'ont pu réduire.

Tout indique que depuis toujours les Basques sont constitués en nation. A quand la reconnaissance de leur autonomie politique? Prudent, Jacques Allières ne pose pas la question. Il la suggère.

Pascal DUPONT.

Subversion

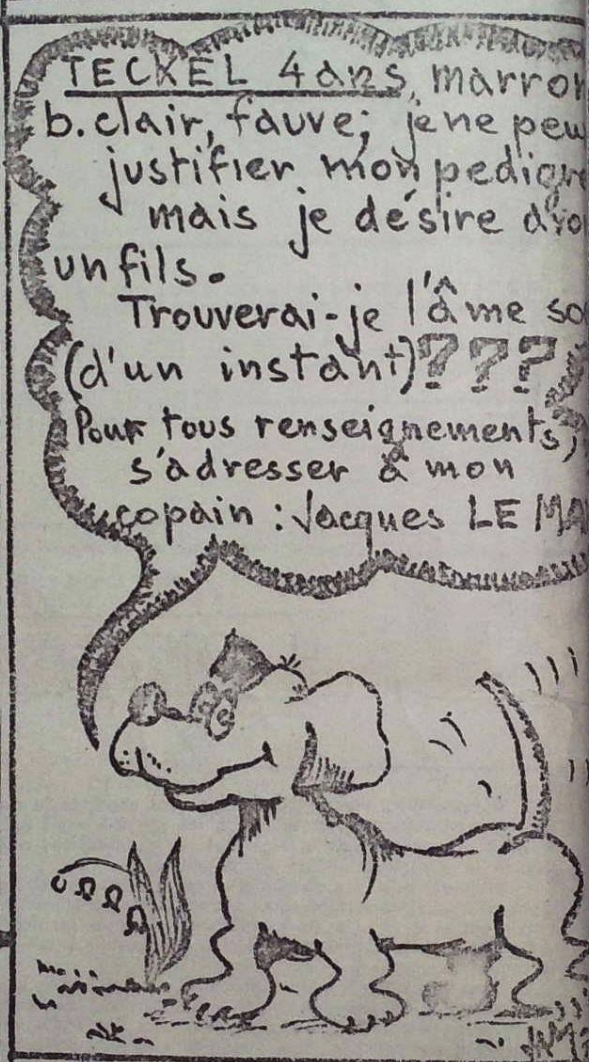
Qui a inventé la guérilla, la lutte populaire, les combats subversifs? Che Guevara, los Viet-cong, les FLN peut-être? Vous n'y êtes pas du tout: c'est Monsieur de Charette, chevalier du Roi il y a deux siècles. C'est du moins ce que prétend Michel de Saint-Pierre qui a décidé de raconter l'histoire « édifiante » de ce chouan de Vendée...

● LA VILLE DE NANTES a élu, lundi soir, ses représentants au Conseil régional des Pays de Loire : Guy Goureaux (PS) et Jean-Yves Coupel (PCF).

Par ailleurs, Roland Andrieu, secrétaire général des marins CGT, conseiller municipal, a été élu comme représentant de la ville au Conseil d'administration du port autonome de Nantes-Saint-Nazaire.

p 3

L'HUMANITE — MERCREDI 20 AVRIL 1977



AMAN EMGLEO BREIZ !

Un préalable

Pour répondre à une demande de la commission III du comité économique et social de Bretagne invitant les diverses fédérations bretonnes à lui fournir leurs suggestions en vue de l'élaboration de la charte culturelle annoncée par le Président de la République en février dernier, le bureau d'Emgleo Breiz a réuni, dans un exposé de quelques pages, la série de propositions minimales qui, à son sens, doivent figurer dans la convention mise à l'étude et concernant l'enseignement breton. Ce texte a été adressé aux présidents des assemblées régionales ainsi qu'aux personnalités membres du comité constitué par le préfet de région en vue d'élaborer un projet de charte. Nous extrayons les passages ci-après de l'introduction de cet exposé : « Nous voudrions dire au préalable qu'il conviendrait que la publication des décisions qui seront prises soit précédée d'une déclaration marquant très explicitement que le gouverne-

ment reconnaît la dignité de notre culture et de notre langue et est désormais pleinement résolu à leur ménager plein accès dans l'éducation, les moyens d'information et la vie officielle. (...) Le gouvernement s'honorerait en faisant sien un principe maintenant admis par la plupart des tendances de l'opinion en France — principe adopté et scrupuleusement observé dans la quasi-totalité des autres états européens. Le droit pour toute minorité d'utiliser sa propre langue dans sa vie culturelle et, notamment, de l'enseigner sur son territoire est, en effet, inscrit dans plusieurs textes internationaux, dont certains ont été signés par la France.

« La déclaration gouvernementale souhaitée devrait, pensons-nous, affirmer l'importance pour chacune des régions françaises de conserver son enracinement et la nécessité de lui donner les moyens de promouvoir le développement de sa culture. Dans cette optique, les

mesures définies ci-après constitueraient la première étape de la mise en route d'une telle politique. Par la suite, un statut général des langues et cultures de France serait préparé avec, comme corollaire, dans un domaine plus large, une refonte des institutions régionales aboutissant à la gestion des différents domaines éducatifs et sociaux par les régions elles-mêmes ».

Les propositions présentées se rapportent aux cinq demandes précises auxquelles se sont volontairement limités les élus bretons dans leur résolution du 25 septembre 1975 — et c'est bien à celle-ci que le chef de l'Etat entendait répondre dans son discours de Ploërmel. A ce propos, Emgleo Breiz explique que « de toute évidence, s'il avait été dans les intentions du président d'écarter l'une ou l'autre des mesures demandées, ou s'il s'était senti peu enclin à les approuver globalement, il se serait abstenu de faire savoir que c'est en réponse

au « vœu » du conseil régional que le gouvernement est décidé à conclure la charte annoncée ; il aurait, alors, choisi une autre formulation, sans référence aux textes des élus bretons ».

« Il est donc parfaitement clair que la phrase exprimant la promesse présidentielle comporte bien l'assurance que le gouvernement va faire droit aux demandes du conseil de Bretagne en matière d'enseignement de la langue et de la culture bretonne ».

On peut être certain que ce préalable n'aura pas manqué d'être également souligné dans les divers textes présentés au Comité économique et social (et par divers celui-ci au conseil régional), par les autres fédérations culturelles.

EMGLEO BREIZ

EMGLEO BREIZ appelle ses amis à participer nombreux à la journée et à la marche pour l'unité de la Bretagne, organisée le 24 avril, à Saint-Nazaire.

Les protecteurs de grenouilles

Luxembourg: des panneaux pour sauver les batraciens

Metz (de notre correspondant). — Installer le long des routes des glissières de sécurité pour grenouilles, c'est une idée luxembourgeoise pas farfelue du tout.

Comme leurs collègues allemands, qui viennent de creuser des tunnels sous leurs autoroutes, les Amis des aquario-terrariophiles — société naturaliste de la région d'Esch-sur-Alzette — en ont assez d'assister chaque année au massacre des grenouilles écrasées par les voitures quand le chemin de leur migration vers les lieux de ponte a le malheur de croiser une route.

Pour la troisième fois, cette année, ils viennent de dresser le long d'une petite départementale un grillage haut d'une cinquantaine de centimètres et long de 200 mètres. Objectif : canaliser grenouilles et tritons vers une conduite d'écoulement qui, passant sous la chaussée, leur permet de traverser en toute sécurité.

Les batraciens sont, au Luxembourg, l'objet de mesures de protection : depuis août 1976 et pour deux ans, il est formellement interdit de les chasser. C'est pourquoi le ministère des Transports va

installer aux points de fort passage des panneaux de signalisation : « Attention ! Grenouilles ».

« Il ne suffit pas de protéger les grenouilles, précise toutefois la biologiste du groupe, encore faut-il préserver leurs biotopes, de plus en plus menacés. » Il est vrai que le ministère luxembourgeois des Protections de la nature envisage une opération de mise en état des étangs ; une telle initiative, prise depuis plusieurs années en Grande-Bretagne, a déjà permis de préserver plus de deux cent mille mares.

LE MATIN DE PARIS 13 3 MARS 1977

Prêtres et séminaristes

136 prêtres catholiques ont été ordonnés en France en 1976, contre 161 en 1975, 982 en 1950, 1.029 en 1925. Le centre national des vocations qui fournit ces chiffres estime qu'ils sont compensés par une stabilisation des entrées de jeunes et d'adultes dans les centres et groupes de formation. Le nombre de ceux qui se destinent à la prêtrise s'élève à 1.180. Les dix diocèses qui en ont le plus sont : Le Puy, Bayonne, Luçon, Dijon, Besançon, Vannes, Angers, Bayeux et Rennes. En ce qui concerne la proposition de l'évêque d'Orléans, Mgr Riobé, usur l'ordination d'hommes mariés, Mgr Bardonne, évêque de Châlons-sur-Marne, responsable du centre national des vocations, rappelle la prise de position de Paul VI qui y est opposé, laissant entendre qu'un autre pape pourrait en avoir une autre.

L'HUMANITE - 14/77

« Breiz Santel » renait

M. PLÉ, de Nantes, élu président

VANNES. — Fondé en 1952, par M. Gérard Verdeau, le mouvement Breiz Santel qui avait pour but la conservation et la restauration des monuments religieux bretons était un peu en sommeil depuis la mort de son fondateur. Une réunion s'est tenue samedi à Vannes pour le ressusciter. Des délégués sont venus de plusieurs départements. M. Marc Polo, de Nantes, a rappelé l'œuvre de Breiz Santel qui compte à son actif, la restauration complète d'une douzaine de chapelles, sans parler des calvaires, croix, fontaines et autres monuments pour lesquels l'association est intervenue. Tout cela grâce au dynamisme et à l'enthousiasme de M. G. Verdeau à qui l'assemblée a rendu hommage.

Un nouveau bureau a été élu. Président : M. Michel Plé, Grand-Carcouët, Nantes; vice-présidents : M. Maho, Baud (56) et colonel de Rohan-Chabot (Rennes); secrétaire général : M. de Caslou (Vannes); adjoint M. de Gourcy (Vannes); trésorier M. Bureau du Colombier (Vannes); adjoint Mme de Sertant (Vannes); délégués MM Duval (Ille-

et-Vilaine), Polo (Loire-Atlantique); du Chayla (Finistère); Le Chapelier (Côtes-du-Nord). Présidents d'honneur : Mmes Verdeau, mère de M. Gérard Verdeau et Claude Dervern, qui assurait la présidence.

L'Association est décidée à relancer les chantiers de restauration et lance un appel aux jeunes.

LA BRETAGNE A PARIS - 14/77 - LE POINT DE VUE DE MORVAN DUHAMEL

LE CHOMAGE EN BRETAGNE

De nombreux commentateurs ont écrit que les résultats des dernières élections municipales ont été directement influencés par le développement du chômage. Comme ce sont les régions de l'Ouest qui ont le plus évolué en direction de l'opposition, particulièrement la Bretagne, on en déduit que le chômage y a augmenté plus qu'ailleurs. Qu'en est-il exactement ?

Le chômage n'est pas chose facile à mesurer. En dépit de tentatives multiples d'harmonisation des données, notamment à l'instigation du Bureau International du Travail, il n'existe pas deux pays le chiffrant pareillement. Même aux U.S.A., on le calcule différemment suivant les Etats. Dans certains groupes de pays, notamment ceux de l'Europe de l'Est, on ne le calcule même pas du tout, ce qui permet de dire qu'il n'y en a pas.

L'Agence Nationale pour l'Emploi (A.N.P.E.), pour essayer d'y voir clair en France, vient de se livrer à une estimation sur l'évolution des taux de chômage selon le sexe, par régions et départements (1). Il s'agit bien d'une estimation, car le taux de chômage retenu est le simple rapport, au 31 décembre de chaque année, de l'ensemble des demandes d'emploi durable à temps plein déposées à l'A.N.P.E. par des personnes immédiatement disponibles, sur l'ensemble des salariés relevant de l'assurance chômage (U.N.E.D.I.C.). Il n'est donc qu'une mesure approchée, présentant des imperfections y compris pour suivre les évolutions, ainsi d'ailleurs que le reconnaissent eux-mêmes les auteurs de cette estimation.

En 1975, alors que le taux national moyen de chômage était de 7,7 %, les régions du sud de la France présentaient des taux supérieurs à 10 %, atteignant même 15,4 % en Languedoc - Roussillon. « On ne constate, pour le reste de la France, écrivent les spécialistes de l'A.N.P.E., qu'une seule autre région dépassant 10 % : la Bretagne, 10,1 % ».

Il est vrai que la Bretagne étendue ici est amputée de la Loire-Atlantique, en situation relativement plus favorable.

Pour ce qui est du chômage masculin en 1975, la région « Bre-

tagne » se classait également, avec un taux de 7,4 %, parmi les dix régions présentant un taux supérieur à la moyenne nationale, qui était de 5,9 %. A titre de comparaison, on enregistrerait des taux de 3,6 % en Franche-Comté et de 4 % en Lorraine, Bourgogne, Rhône-Alpes...

Au 30 novembre 1976, le taux de chômage national est monté à 8 % (retombant de 5,9 % à 5,6 % pour les hommes, mais atteignant 12,5 % pour les femmes). Or la Bretagne a figuré parmi les six régions où, à l'inverse de la situation générale, le chômage masculin a continué de croître, puisque le taux s'y est élevé à 7,9 % (contre 7,4 % en 1975). Corse mise à part, aucune région n'a d'ailleurs atteint au 30 novembre 1976 un niveau de chômage masculin aussi élevé, puisque la région qui nous suivait, l'Aquitaine, passait de 7,2 % à 7,5 % seulement.

Ce sont le Morbihan, les Côtes-du-Nord et le Finistère qui ont été les départements bretons les plus touchés à cette date, avec des taux de chômage masculin se situant dans la tranche de 8 à 9,9 %, tandis qu'en Loire-Atlantique et en Ille-et-Vilaine, les taux se situaient dans la tranche de 5,5 à 7,9 %, encore supérieur donc au taux national.

Quant au chômage féminin, il se situait dans la tranche de 15 à

19,9 % dans quatre des cinq départements bretons, pour dépasser 20 % dans le cinquième, le Morbihan.

Ces données, calculées objectivement, montrent que l'économie bretonne a été plus atteinte que beaucoup d'autres économies régionales par la crise, et que les répercussions sur l'emploi y ont été très profondes.

Les pouvoirs publics reconnaissent que la politique de développement économique doit être dorénavant non plus globale, mais modulée en fonction des réalités, adaptée aux situations particulières, diverse selon les branches et les régions, voire les départements; et que l'industrie doit être « redéployée » en fonction notamment des ressources en main-d'œuvre disponible et surtout des qualifications de celle-ci.

Les échéances se précipitent. On va bien voir d'ici peu, en Bretagne, par quels actes concrets ces louables intentions se traduisent sur le terrain, et avec quels résultats.

(1) Cette estimation vient d'être publiée dans le magazine de l'A.N.P.E. « Situations », n° 27 (mars-avril 1977). On peut se le procurer au siège de la Direction générale de l'A.N.P.E., 53, rue du Général-Lacière, 92 Issy-les-Moulineaux.

LE PUBLICITAIRE D'HASSAN II S'ATTAQUE AU MARCHE BRETON

De la marche verte aux centrales nucléaires

EDF n'a jusqu'ici pas eu beaucoup de chance pour ses projets d'installation de centrales nucléaires en Bretagne. En effet, partout où des sites d'installations futures avaient été repérés, des campagnes d'information menées par les organisations anti-nucléaires ont permis aux populations locales de se rendre compte des risques qu'elles couraient; partout, d'Erdeven au Pays Bigouden et de Plogoff à Beg an Fry, des manifestations de masse plus ou moins virulentes ont eu lieu ces dernières années. Et partout l'EDF a dû reculer...

Aujourd'hui, la carte des implantations « possibles » s'est singulièrement rétrécie. En fait, l'EDF n'envisage plus sérieusement que deux possibilités; Plogoff et Ploumoguer; Erveden, longtemps présenté comme le meilleur site, n'est plus qu'un souvenir! Et depuis que, lors des dernières municipales, Etel et Belz se sont donnés des maires anti-nucléaires, il n'est même plus question que l'EDF aille mettre là-bas le bout de son nez; reste donc le Finistère... Seulement, depuis deux ans que, autant pour Plogoff que pour Ploumoguer, les habitants sont au courant des projets de l'EDF, ils ne se sont pas tournés les pouces... Les comités anti-nucléaires fonctionnent à plein rendement, les fêtes se succèdent, de même que les réunions d'information qui touchent chaque fois, dans le moindre village, plusieurs centaines de personnes.

Devant cette situation, que pouvait faire l'EDF? Aller de l'avant, commencer maintenant les travaux, comme à Flamanville? Difficile car les sites finistériens ne sont pas encore officiellement choisis et, surtout, aucun terrain n'a encore été acheté. Les technocrates nucléaires ont donc décidé, plutôt que de montrer la force des bulldozers, d'employer une manière plus « douce », d'intensifier à outrance la propagande, d'inonder tout le Finistère, et en particulier les quelques communes visées, de flots de prospectus, de journaux et de tracts divers.

Pour cette gigantesque opération d'intoxication, commencée depuis le début de cette année, l'EDF s'est attaché les services d'un organisme parisien de relations publiques, au nom discret et passe-partout: « Information et entreprise ». Derrière cette entreprise bien ordinaire se cache un personnage qui l'est beaucoup moins: Jacques

Coup de Fréjac qui préside aux destinées de cette officine de propagande tous azimuts. Ce personnage est en effet, un ancien ami du Général de Gaulle et un conseiller éclairé de bien des « gros bonnets » qui nous dirigent actuellement... Il a travaillé un peu partout, mangé à bien des rateliers, mais il est considéré comme un « spécialiste » des affaires coloniales; en 1958 et 1959 (il avait alors 40 ans), il dirigeait le département des relations publiques de la Caisse d'équipement pour le développement de l'Algérie; la période était dure, tendue, propice à l'épanouissement de vocations « politiques ». La crise algérienne s'aggravant, de Gaulle confie à cet homme de confiance un poste périlleux, et il devient, de 1960 à juillet 1961, le directeur de l'information à la délégation générale du gouvernement en Algérie; des fellaghas aux bas bretons, les chemins de la destinée ont parfois un remarquable sens du raccourci... Les Finistériens, en tous cas, n'ont qu'à bien se tenir! Coup de Fréjac, recyclé dans le combat pro-nucléaire, a bien l'intention de leur faire avaler une ou plusieurs centrales. Son dernier titre de gloire: il a aidé le roi du Maroc, Hassan II, à organiser l'an dernier sa fameuse « marche verte »; la « Lettre de l'Expansion » du 19 janvier 1976 nous apprend à ce propos: « Coup de Fréjac a été consulté par le roi du Maroc au moment du projet de « marche verte ». Il s'agissait d'exploiter au maximum les effets psychologiques de cette opération: série d'interviews bien modulées, facilités accordés aux journalistes internationaux. Tout cela a été mis en musique par le patron d'« Information et Entreprise ». Le ministre de l'Information d'Hassan, Ahmed Taïbi Benhuna démentait la nouvelle le 2 février suivant. Mais Coup de Fréjac, lui, s'est bien garde de le faire! Quelle splendide

sionnel, que de pouvoir dire qu'il a participé au succès de la marche verte...

C'est peut-être cette réussite qui a permis à Paul Delouvrier, tête pensante d'EDF de chercher à s'assurer les services de « ce cher coup », avec, à la clé, bon nombre de millions.

Coup de Fréjac, donc, fait maintenant dans le nucléaire et s'applique à mettre en pratique, en y ajoutant son irremplaçable savoir-faire, les directives du service central des relations publiques de l'EDF, que le journal *La Gueule Ouverte* avait publiées en décembre dernier: « Les campagnes d'information que nous avons faites depuis que les difficultés actuelles sont apparues ont été souvent trop tardives. Elles n'ont jamais eu l'ampleur nécessaire. Il nous faut maintenant prendre le problème rationnellement; il s'agit d'un travail de professionnel. Il faut, en s'appuyant sur les élus locaux, toucher les mass-média locales et toute la population ». Le cadre de travail de Coup de Fréjac est donc très précis; depuis le début de l'année, il s'emploie à bombarder d'informations pro-nucléaires tous les élus finistériens, et une grande partie de la population.

Quoi de plus facile quand on dispose du gigantesque fichier de l'EDF? « Information et Entreprise » publie ainsi régulièrement une grande quantité de documents, organise des rencontres et diffuse massivement une « lettre d'information sur les énergies existantes et nouvelles » appelée « votre énergie ». Coup de Fré-

jac ne fait qu'y reprendre les aneries habituelles de l'EDF, mais dans un langage simple, à la portée de tous; ainsi cette invraisemblable affirmation, qui voudrait que, pour remplacer une unité nucléaire d'un million de kilowatts, il faille recouvrir 60 000 hectares de miroirs solaires, ou employer 1000 hélices de trente mètres de diamètre pour utiliser l'énergie éolienne, « Malheureusement bruyante! » Il sait aussi utiliser les arguments qui frappent: « Un incident grave survenant à la centrale au fuel de Cordenais (à Nantes), couperait l'alimentation de toute la Bretagne; les deux récentes pannes survenues coup sur coup ont démontré que la distribution deviendra de plus en plus critique dans un avenir proche... » On avait déjà dit que les pannes et les coupures de courant en Bretagne ne servaient en fait qu'à justifier le choix nucléaire. Et voilà une nouvelle preuve...

Coup de Fréjac, qui connaît bien son monde, a la subtilité de ne pas faire état des déclarations pro-nucléaires officielles. Dans ses « bulletins d'information », les seules déclarations qu'il publie pour défendre les centrales sont celles de Force Ouvrière, de la CGT et du PS. Il est encore bien tôt pour dire si cette offensive réussira. Mais que les anti-nucléaires se méfient: ils ont en Coup de Fréjac un adversaire de taille, qui ne lâchera pas facilement le morceau.

Yann KERMOR.

- LIBERATION -

PEKIN : « P.C.F., connais pas ! »

Dans un commentaire consacré aux élections municipales françaises et à la formation du nouveau gouvernement, l'agence officielle « Chine Nouvelle », analysant la situation politique française, écrit que « la coalition de gauche est composée du parti socialiste, et d'autres partis ».

En d'autres termes, pour Pékin, le parti communiste français (comme d'ailleurs tous les partis communistes occidentaux révisionnistes et alignés sur le Kremlin) n'existe pas. Du moins ne doit-on pas prononcer son nom...

Quant au remaniement ministériel, il est, selon « Chine Nouvelle », « consécutif à la défaite de quelques ministres secrétaires d'Etat du cabinet sortant aux élections municipales ».

REGIONS

Le village de la mort lente

Dans un bourg du Morbihan peuplé de vieillards le maire espère un sauveur: le club Méditerranée

Ils partent tous. Tous, c'est-à-dire les jeunes paysans, les commerçants, les enseignants. Amohon, une école a fermé et l'église se vide. Restent un décor, une histoire, des légendes. A vendre.

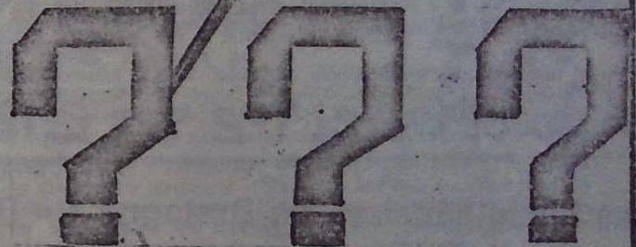
De notre envoyée spéciale Andrée Mazzouni.

A MOHON, dans le Morbihan, un mimosa est en fleur. Ciel clair et soleil neuf : c'est presque le printemps au cœur de la Bretagne.

Mohon, une se défait. On le dit pour le midi. Mais à la fin, est pas qu'ils ont, mais ça les indifférents. Les plus âgés expliquent : « C'est la voiture et la télé. Les gens n'ont plus le temps de rester ensemble ». L'un d'eux, pourtant : « C'est-à-dire avant, notre sueur elle était pour nous, alors, on se sentait tous pareils ».

Jacques Mercier est bronzier d'art, conseiller municipal et parisien. Mais il vit au pays depuis 1955.

« Mohon est au cœur des terres, au milieu de l'antique forêt de Brocéliande, qui couvrait l'Armorique. » Jacques Mercier rêve : les druides, les romains, les rois de Bretagne, la guerre des Trente et Pierrot le Chouan, dit Saint-Régent. « Nous avons un passé. Pourquoi pas le tourisme ? J'ai peut-être un projet avec le Club MEDITERRANÉE : Si les paysans sont d'accord... » Qui sait ? Mohon ne peut-être vendre son histoire, ses légendes, ses mythes ? Ils avaient forgé les hommes. Ils les avaient faits durs à l'ouvrage, accrochés à la terre. Et demain, le Club...



A LA SUITE D'UN ATTENTAT

Le Club Méditerranée bat en retraite devant les autonomistes corses

APRES L'ATTENTAT QUI A DÉTRUIT UNE QUARANTAINE de chambres du village de vacances que possède le « Club Méditerranée » à Cargèse, au nord d'Ajacio, plus de six mille touristes vont devoir changer leurs projets de vacances. Le village de vacances restera en effet fermé cette année. M. Gilbert Trigano a pris cette décision en raison du mécontentement des autonomistes locaux qui, à plusieurs reprises déjà, ont été à l'origine d'attentats contre les installations du « Club Méditerranée ». En revanche, les deux autres villages que l'organisation possède en Corse, Saint-Ambroggio et Saint-Julia (près de Porto-Vecchio) ouvriront aux dates prévues.

Les villages du « Club Méditerranée » constituent pour les autonomistes et séparatistes corses une sorte de symbole de la « colonisation touristique » de la Corse. Ils ont été à plusieurs reprises visés par des plastiquiers. Mais d'autres villages, des VVF ou des villages allemands font également l'objet de critiques adressées au « Club Méditerranée », comme aux autres villages de vacances, ne visent pas tellement la dégradation des sites

les infrastructures, à la différence des lotissements importants comme celui de la Testa Venturigne, dans le sud de l'île, sont en général légères et relativement bien intégrées aux paysages. Il est surtout reproché aux clubs de vivre en circuit fermé. De nombreux corses estiment que les villages de vacances apportent peu d'argent dans le domaine monétaire local par manque de l'emploi. Le « Club Méditerranée », a, som-

ble-t-il, pris conscience de ces problèmes. Il y a dix jours, M. Gilbert Trigano avait fait savoir que le club recruterait, pour cette saison, en Corse, de 150 à 200 personnes pour les emplois d'agents du matériel et de nettoyage, aides de cuisine, commis de bars, serveurs de restaurant et commis d'étage. Dans le passé, le P.D.G. du club s'était également déclaré partisan de contrats d'utilisation, à long terme, des hôtels de l'intérieur avec un taux d'occupation de 40 pour cent.

Attentats contre l'hôtel de police de Quimper et contre la résidence secondaire du maire de Châteaulin

DEUX NOUVEAUX ATTENTATS ONT ÉTÉ COMMIS dans la région de Quimper au cours de la nuit de jeudi à vendredi, l'un contre l'hôtel de police de Quimper, l'autre contre la résidence secondaire du maire de Châteaulin. Dans les deux cas, les explosions n'ont fait que des dégâts matériels. Selon l'agence de presse bretonne M.P.B. (1), ces attentats ont été revendiqués auprès d'elle par l'Armée révolutionnaire bretonne.

Un mois après la caserne de la Tour d'Auvergne, c'est l'hôtel de police qui a reçu, à Quimper, la visite des plastiqueurs. L'explosion, qui a été entendue à 1 h 33 du matin, a endommagé quatre voitures et détruit quatre-vingt-quatre vitres. Les dégâts seraient évalués à 50 000 F.

La charge avait été placée dans une poubelle dans la cour du garage de l'hôtel de police, par un ou des hommes qui ont escaladé le mur du garage et qui, de la plateforme, ont descendu l'explosif dans une poubelle à l'aide d'une corde. A quelques mètres de là se trouvaient trois jeunes pourvoyeurs de drogue qui passaient la nuit en garde à vue.

M. Marc Becam, secrétaire d'Etat et maire de Quimper, a condamné cet attentat : « Une fois encore, par chance, il n'y a pas de victime,

a-t-il déclaré. Je suis persuadé que la majorité de nos compatriotes condamne de tels actes de violence dont les auteurs doivent être sévèrement condamnés ».

A St-Nic-Pentrez, sur les rives de la baie de Douarnenez, une explosion a eu lieu vers 3 heures du matin, dans la résidence secondaire du maire de Châteaulin, M. Le Guyader-Desprées. Celle-ci n'était pas occupée et les voisins ne se sont pas inquiétés avant le lever du jour.

C'est la seconde fois que le maire de Châteaulin est victime d'un attentat. Le 30 novembre 1974, son étude avait été légèrement endommagée par une charge de faible importance.

Il semble que le maire de Châteaulin se voit ainsi poursuivi par ceux qui lui reprochent d'avoir été, à la tête de son conseil municipal, favorable à la vente de la zone industrielle de Ti-Vougeret à l'armée pour qu'elle y édifie un camp d'entraînement.

C'est pourquoi l'hypothèse d'un attentat réalisé par l'A.R.B. est tout à fait plausible. D'autant que les matériaux utilisés habituelle-

ment par l'A.R.B. (explosifs de carrière, dispositif de mise à feu électrique) ont été retrouvés sur place.

(1) Mar Plis Breiz.



*Gaehani
el
« le laboureur breiz »*

Les bibliothécaires de Bretagne : « Des progrès, mais le taux de lecture reste faible dans l'Ouest »

LANNION. — Abandonnant pour un jour les rayons et les fichiers, les responsables des bibliothèques de Bretagne tenaient congrès samedi à Lannion... à la bibliothèque de l'usine d'électricité LTT. Il fut du reste question au cours des réunions de l'implantation et de l'organisation de ce « service du livre » dans les entreprises, des rapports avec les bibliothèques municipales, universitaires, « pour tous » ou les centrales de prêts. Mlle Massiet du Brest, responsable de la bibliothèque de Vannes, présidente de l'A.B.F. (Ass. des bibliothécaires français, groupe Bretagne), animait la rencontre.

Dans l'ensemble, on note une augmentation du taux de fréquentation, d'assiduité aux bibliothèques. A titre d'exemple, celle de la LTT Lannion (6 000 volumes) compte

1 050 adhérents (750 assidus) pour une entreprise de 1 740 personnes. Il y a des lecteurs « acharnés » (plusieurs volumes dans le mois) mais la moyenne générale dans l'Ouest (comme du reste en France) est encore minime. On note par exemple pour une ville importante, deux livres par an et par habitant. Autre statistique dans une bibliothèque d'entreprise, la fréquence de sortie des livres par an : bandes dessinées 15 ; romans 3,7 ; vie sexuelle 3,4 ; guerre 1939-45, 2,1 ; Bretagne 1,9 ; politique 0,9 ; l'ésotérisme 1,8.

Certaines bibliothèques ont également investi pour la location d'appareils de projection et de matériel photo-cinéma. Une activité complémentaire de la bibliothèque au sein de l'entreprise.

LA BRETAGNE A PARIS 6 22/4/77

AMAN, EMGLEO BREIZ ! Le breton dans la campagne électorale

Peu avant la dernière consultation électorale, Emgleo Breiz rappelant ses appels antérieurs, avait énuméré, à l'intention des candidats aux charges municipales, un certain nombre de suggestions générales relatives à l'usage de la langue bretonne dans la vie communale, à son emploi dans la signalisation, etc... Emgleo Breiz n'a d'ailleurs pas été le seul organisme à recommander aux candidats de se montrer favorables à des dispositions dans ce sens. On peut dire que l'accueil reçu par ces demandes a été des plus encourageants et a permis de vérifier une nouvelle fois la montée de la prise de conscience bretonne et de la cause de la langue.

Il faut noter que, durant la campagne électorale elle-même, le breton a été utilisé sous diverses formes. D'abord, bien sûr, dans un bon nombre de réunions publiques, — y compris lors de la venue de leaders extérieurs à la région, qui ont ainsi eu la démonstration de l'intérêt porté par nos compatriotes à l'emploi de leur langue. Ensuite, par l'usage du breton dans des tracts ou dépliants, soit sur une page entière (comme à T... en Léon), soit par insertion d'un titre, d'un paragraphe, d'un « pavé » rédigés dans notre langue (ainsi à Quimper, pour les deux listes en présence). Par ailleurs, on a pu voir, de Brest à Palmpol et au Pays bigouden, et jusque sur les panneaux de Saint-Brieuc, de Rennes et de Nantes, des affichettes en breton, dont ce n'est pas « faire de la politique » de citer la teneur : « War-raog Emgleo an Tu-Klaz ! » et de dire qu'elles étaient posées par l'une des

formations de la gauche. On doit aussi mentionner la publication, dans certains journaux, d'appels et de chansons en breton sur des thèmes électoraux.

Il convient de signaler à part que, lors de l'installation des nouvelles assemblées communales, on a pu entendre, au moins dans deux grandes villes, à Brest et à Rennes, les doyens chargés de présider l'élection du maire s'exprimer en breton. Le fait qu'à Rennes le doyen se trouvait être un ancien Recteur d'Académie ajoute encore à la nouveauté et à l'intérêt d'une telle intervention devant le Conseil de la capitale bretonne.

Bien entendu, l'opinion attendra maintenant que les suggestions des associations bretonnes se voient progressivement mises en vigueur. On devra, bien entendu, tenir compte du fait que, comme on l'a déjà fait observer, tout ne dépend pas, dans les divers domaines concernés, de la seule autorité des maires et des conseils, et que l'emploi du breton écrit soulèvera quelques problèmes d'ordre pratique, dans certains cas. On aura l'occasion de revenir sur cette question de la promotion du breton dans la vie communale et, certainement, de porter à la connaissance de tous les premières réalisations opérées (1).

EMGLEO BREIZ

(1) On sera reconnaissant aux lecteurs qui signaleront les cas d'emploi du breton dans la récente campagne ou dans la vie municipale de leurs communes. Correspondance à adresser à : Emgleo Breiz, B.P. 17, 29266 Brest Cedex.

LA BRETAGNE A PARIS - P:3 - 15/4/77 -

Pour sortir le Mouvement Corse de l'impasse

DES MILITANTS NATIONALISTES DE BASE APPELLENT A LA FORMATION D'UN FRONT

Réunis dans la vallée de la Restonica (Corti), une centaine de jeunes Corses ont présenté hier un appel, rédigé en dehors des appareils des différents mouvements autonomistes et nationalistes en place, pour que se créent des Comités pour l'union et la sauvegarde de la Nation. Ces comités de réflexion se donnent pour but la formation d'un Front Nationaliste d'action.

Ceux qui ont pris cette initiative l'expliquent ainsi : « Il y a une impossibilité de déboucher concrètement sur l'union, de la part des différents appareils qui se concertent aujourd'hui. Au contraire, la base du mouvement de contestation corse exprime une profonde aspiration pour la création d'un Front national, qui la fasse sortir du blocage et de l'impuissance du mouvement corse actuel. Notre seul but est donc de mettre fin à une division nuisible qui rend inefficace toute la lutte nationaliste corse. Il ne s'agit pas du tout de créer un nouveau parti qui, lui, accroîtrait la désunion, dans l'état actuel des choses ». Ouvriers, agriculteurs, étudiants ou chômeurs, ces jeunes nationalistes se proposent « par l'information et l'explication, d'amener le peuple corse à définir ce que sera la Corse de demain. »

C'est dans cette optique que la CGNC (Consulta della Ghjuventu Nazionalista Corsa), principal mouvement nationaliste de la jeunesse, s'est auto-dissoute lors de son assemblée générale le week-end dernier. « Nous appelons tous les partis autonomistes et nationalistes à faire de même, pour adhérer aux comités et que se crée le courant unitaire dont nous avons besoin. Et nous ne pensons pas, avec cette proposition, nous couper des autonomistes. Des dirigeants, sans doute. Mais pas des militants, qui sont eux aujourd'hui persuadés qu'une telle démarche est la bienvenue. »

Cette nouvelle étape que les jeunes nationalistes viennent de franchir, risque de poser quelques problèmes aux leaders autonomistes préoccupés, eux aussi, par la question brûlante de l'unité d'action. On sait que l'APC prévoit son auto-dissolution au profit d'un Mouvement d'Action Révolutionnaire Corse, et que le Fronte Corsu n'a pas réellement trouvé aujourd'hui son terrain propre qui lui permette d'être représentatif.

STEFANU

Le Front Nationaliste sera dissoudra-t-il à son tour au profit d'un Front internationaliste ?

"QU'EST-CE UNE NATION ???..."

C'EST LE DESIR DE VIVRE ENSEMBLE!!! "

E. PENAN

X LIBERATION - 9.10 et 11.4/77 - Page 6 -

Washington face aux P.C. occidentaux : "NON, MAIS..."

APRES s'être longuement informés, en Europe, après avoir sondé les partis communistes à propos desquels fut candidement employé le mot « eurocommunisme » comme s'ils étaient d'une nature originale, l'administration Carter vient de définir la position qui sera désormais la sienne vis-à-vis du rôle que les P.C. peuvent être appelés à jouer dans les démocraties occidentales.

Prudemment, le porte-parole du Département d'Etat a tout d'abord déclaré : « La position d'un parti communiste est une question que doivent régler le peuple et le pays concernés. Nous n'avons pas l'intention de nous immiscer dans le processus conduisant à une décision en ce domaine. »

Après cette précaution liminaire, le porte-parole a continué : « Mais cela n- signifie pas que nous soyons indifférents. Nous attachons une très grande importance à la possibilité pour nous de travailler avec les pays d'Europe occidentale sur les questions d'un intérêt vital. »

« CETTE POSSIBILITE POURRAIT ETRE REDUITE si ces gouvernements venaient à passer sous la DOMINATION de partis politiques dont les traditions particulières, les valeurs et les méthodes sont étrangères aux traditions démocratiques et aux intérêts communs sur lesquels sont basés nos relations avec l'Europe occidentale. »

Après cette bonne définition des partis communistes, il apparaît pourtant que la Maison Blanche n'est pas forcément hostile à la participation du P.C. au pouvoir. Répondant à un journaliste, le porte-parole a, en effet, refusé de commenter les termes de la déclaration, et notamment la distinction qui pourrait être faite entre la « domination » d'un gouvernement par un parti communiste et la « participation » de ministres communistes.

Le département d'Etat pourrait donc juger inoffensive la présence de quelques ministres communistes dans un gouvernement d'Europe occidentale, avec l'illusion que leur minorité numérique équivaldrait à une minorité de force.

Cela peut justifier l'inquiétude qu'aurait exprimés la semaine dernière le président Giscard d'Estaing lorsqu'il rencontra le secrétaire d'Etat Vance, après l'entrevue de deux secrétaires d'ambassade américains en France avec le communiste Jean Kanapa, entrevue qui laissait deviner une atténuation de l'opposition des Etats-Unis à l'arrivée au pouvoir d'une coalition socialo-communiste.

- L'AURORE - 7/4/77 - Page 3 -

" EN POLITIQUE, LE DESEPOIR EST LA PIRE DES SOTTISES.

Charles MAURRAS.

UN JOURNAL COMMUNISTE POUR LES POLICIERS

Le Parti communiste français présentera lundi prochain le premier numéro d'un journal qu'il vient d'éditer intitulé « Police et Nation ». Ce journal, indique le P.C.F., « est destiné aux fonctionnaires de police ainsi qu'à tous ceux qui se préoccupent de la sécurité des citoyens et de la protection de leurs biens ». Le P.C.F. édite déjà un mensuel, « Armée et Nation », destiné aux cadres de l'armée.

6 Ouest-France

Attentat contre une caserne à Quimper

QUIMPER. — Nouvel attentat dans la nuit de jeudi à vendredi. Il s'est produit à Quimper cette fois et visait le centre de mobilisation 118 installé dans la caserne de la Tour d'Auvergne au centre de la ville.

Un engin déposé au pied d'une porte donnant sur la rue du Couëdic a fait explosion à 1 h. 30. Le souffle particulièrement dévastateur dans cette voie bordée de hauts murs a détruit un grand nombre de vitres. Aussi bien sur la façade de la caserne de la Tour d'Auvergne que sur celles des locaux de la médecine du travail, situés en face, ou d'immeubles particuliers voisins.

Les dégâts matériels sont donc relativement importants, d'autant que la porte et le hall d'accueil sur lequel elle s'ouvre ont été très sérieusement endommagés.

Par contre on ne déplore aucun blessé. Et pourtant, une quarantaine d'appelés du contingent dormaient à quelques mètres au-dessus de l'endroit où a été déposée la charge. Toutes les charnières ont eu droit à leur ration d'éclats de verre. Par chance ils n'ont atteint personne.

Selon les premières constatations faites hier matin par les services de la Sûreté et de la Police judiciaire de Quimper qui ont pris l'initiative en vain, l'explosif em-

ployé ressemble fort à celui utilisé dans l'attentat contre le centre E.D.F. de Rennes. La mise à feu a été faite à l'aide d'une mèche lente.

Dans les premières heures de la matinée, la police a interrogé deux personnes dans les rues de Quimper. Elles ont été remises en liberté après interrogatoire.

Dans la soirée d'hier, peu après 17 h., une voix anonyme a revencue cet attentat au téléphone auprès de notre rédaction quimpéroise au nom du F.L.B.-A.R.B. C'est le huitième attentat depuis le début de l'année en Bretagne.

- Villes gagnées par la majorité
- Villes gagnées par l'opposition
- Villes gardées par la majorité
- Villes gardées par l'opposition



Les élections municipales

MENACE IRLANDAISE SUR LES PÊCHEURS BRETONS

Les professionnels de la pêche de Bretagne-Sud ont décidé de s'adresser aux élus pour faire défendre leurs droits à la suite de la décision irlandaise de limiter la taille des bateaux à moins de 50 milles de ses côtes.

Les pêcheurs bretons considèrent que la mesure unilatérale prise par l'Irlande risque d'être suivie par ses voisins, l'Ecosse et l'Angleterre, ce qui condamnerait à l'inactivité 76 unités de pêche industrielle en Bretagne: 34 à Lorient, 12 à Etel, 18 à Concarneau et 12 à Douarnenez.

- LE QUOTIDIEN DE PARIS -
- 9 et 10/4/77 - Page 4 -

Attentat à Quimper contre la permanence du P.C.

Deux cocktails Molotov, dont un seul a explosé, ont été lancés de nuit contre la permanence du P.C. à Quimper.

Il n'y a pas eu de victime. L'attentat qui n'a pas été revendiqué, a causé des dégâts s'élevant à environ 60 000 F.

Des machines à écrire, et une photocopieuse, ainsi que des documents et des imprimés ont été détruits par le début d'incendie qui en est résulté.

- LA BRETAGNE A PARIS -

N° 1578 - 18/3/77 - P. 9

AMAN, EMGLEO BREIZ ! Recours en Conseil d'Etat

Les textes destinés à permettre la mise en vigueur, à partir de la rentrée 77-78, des dispositions de la loi sur l'Education de juillet 1975, ont commencé à paraître en janvier dernier. Dans les régions à langues ethniques telles la Bretagne, l'Occitanie, le Pays Basque Nord, etc., les responsables des mouvements culturels attendaient avec curiosité les développements que le Ministère allait donner à l'article 12 de cette loi. En effet, à la suite d'interventions présentes d'une série de députés (avec, au départ, une proposition de M. L. Le Penec), le Ministre de l'Education avait accepté de faire place dans la loi en discussion à un article indiquant qu'« enseignement des langues et cultures régionales peut être dispensé tout au long de la scolarité ».

Certes, cette prescription ne crée pas l'obligation d'inscrire l'étude de la langue régionale dans toutes les classes des régions possédant leur culture propre. Néanmoins, il est clair qu'elle oblige à prévoir les dispositions qui permettront aux élèves en exprimant le souhait d'étudier la langue de leur région. Le seul obstacle admissible, au plan pratique, ne pouvant être constitué que par l'absence d'enseignant compétent et volontaire.

L'attention du Ministère avait été attirée, bien avant la parution du premier décret, sur les réactions que déclencherait le manque de mention explicite de l'article 12 de la loi de 1975

dans les textes d'application. Cet avertissement a été négligé : rien n'a été prévu dans le décret paru le 4 janvier, relatif aux écoles maternelles et élémentaires, touchant à l'étude facultative de la langue dite « régionale ». Aussi « Défense et Promotion des Langues de France » s'est vu dans l'obligation de s'adresser au Conseil d'Etat pour lui demander l'annulation du décret en question. « Emgleo Breiz », qui est membre du D.P.L.F., vient d'être informé que ce recours a été présenté dans les délais voulus.

Ce n'est pas tout. Un arrêté du 14 mars, relatif aux classes de 6^e, ne fait, lui non plus, aucune référence à l'article 12 de la loi sur l'Education. Il semble donc qu'un second recours devra être formulé par les mouvements culturels régionaux. Les arguments ne manquent pas pour prouver le caractère partiel — et parfaitement illégal — du sort réservé par le Ministre de l'Education à un article qu'il n'avait accepté, semble-t-il, que contraint et forcé au cours d'un débat difficile.

On ne manquera pas de se demander, en Bretagne, comment l'attitude de M. Haby peut s'accorder avec la promesse solennelle du Président de la République de satisfaire les demandes du Conseil Régional de Bretagne relatives, précédemment, à l'enseignement d'une langue régionale, la langue bretonne.

Emgleo BREIZ.

... VENEZ A NOUS

SOYEZ UNE FORCE

...

Francez

DEBAUVAIS.

Le C.E.R.E.S. : non au « caporalisme mesquin » de la majorité du P.S.

Le congrès socialiste de la mi-juin sera à coup sûr un événement politique important. Important dans la mesure où il précèdera les objectifs et les intentions du P.S. à quelques mois d'une échéance législative qui peut donner le pouvoir à la gauche. Important aussi car il photographiera l'équilibre des tendances qui se partagent le parti de François Mitterrand. Sur ce plan, les intentions du leader socialiste sont connues : il souhaite à l'occasion de ces assises reprendre son parti en main et en finir avec le jeu des courants et des chapelles qui minent sa discipline.

Visé en priorité par cette mise au pas, le C.E.R.E.S. de Jean-Pierre Chevènement que les mitterrandistes accusent volontiers de « former un parti dans le parti » a déjà répliqué en faisant connaître la semaine passée la motion qu'il compte défendre dans la discussion préparatoire au congrès. Certes, les partisans de J.-P. Chevènement affirment vouloir à Nantes un texte de synthèse avec la majorité du P.S., mais ce vœu paraît un peu comme une clause de style...

Parallèlement aux orientations politiques qu'il développe dans sa motion en faveur de l'actualisation du programme commun par exemple, le C.E.R.E.S. entend faire de la défense de la démocratie au sein du P.S. l'un de ses chevaux de bataille pour le congrès. A ce propos, ses dirigeants estiment par exemple que « les dernières initiatives d'un certain secteur de la majorité du parti semblaient davantage inspirées par un caporalisme mesquin que par une compréhension dynamique des conditions de la véritable cohésion du parti ».

- L'AURORE - 7/4/77 - Page 6 -

"PHILOSOPHER N'EST QU'UNE AUTRE FACON D'AVOIR

PEUR ET NE PORTE GUERE QU' AUX LACHES SIMULA-

GRES."

CELINE.

- LA BRETAGNE A PARIS - N° 1580 - 1/4/77 - Page 12 -

Dinan: un tableau baladeur

Le plus beau fleuron du musée et de la bibliothèque de Dinan, la *Rue du Jerzual*, du peintre anglais William Pitt, a disparu.

Pas tout à fait disparu, cependant, puisque tout le monde sait où il se trouve. Mais comment le récupérer, quand son nouveau propriétaire s'appelle Valéry Giscard d'Estaing ?

Ce tableau, le président de la République l'a reçu en cadeau des mains du maire de Dinan, Yves Blanchot. Il le lui a offert le 7 février, au nom des habitants de la ville.

Las, les habitants de la ville, et plus particulière-

ment les Amis du musée, n'avaient pas du tout envie de se séparer de leur chef-d'œuvre. Preuves à l'appui, ils affirment l'avoir payé de leurs propres deniers et réclament son retour.

Aux dernières nouvelles, l'œuvre devrait revenir à Dinan et à ses habitants. Un grand muet depuis le début : le maire, qui refuse obstinément d'évoquer cette histoire. Il se contente de répondre à ceux qui ont le mauvais goût de l'aborder :

« L'affaire est terminée. De toute façon, elle n'a pas à vous intéresser. »

A. L.

Les policiers C.F.D.T. affirment : lors de la visite du président de la République en Bretagne, un service d'ordre « parallèle » contrôlait même les policiers...

Le bureau régional C.F.D.T. de la Police Nationale, regroupant les sections de Bretagne, Basse-Normandie et Pays de Loire, s'est réuni dernièrement à Rennes. Dans le cadre de la réforme de la police prévoyant une régionalisation poussée, le bureau a fait le tour des problèmes « pouvant être résolus au niveau du Secrétariat général pour l'administration de la Police de Rennes ». Il estime notamment que « l'administration devrait régler rapidement les problèmes relatifs à l'indemnité de transport, aux

frais de missions et aux mises à jour tardives des trop-perçus d'allocations familiales et de logement ». Il s'élève contre « les restrictions des crédits affectés aux différents départements, notamment en matière de frais de mission ».

Les policiers C.F.D.T. « protestent énergiquement contre le rôle de force d'appoint qu'on leur a fait jouer à l'occasion de la visite du président de la République en Bretagne face, précise un communiqué, à un service d'ordre parallèle qui contrôlait même les policiers ».

- OUEST - FRANCE - 1/4/77 - Page 7 -

FR 3 - BRETAGNE :

144 heures de breton

La direction de FR 3 à Rennes a rappelé, hier, dans un communiqué, que de nombreuses heures de breton sont diffusées à la radio et à la télévision.

En précisant qu'en 1976, 144 heures de breton ont été diffusées et 11 h 36 en télévision, la direction régionale de FR 3 répond à un texte du F.L.B.-A.R.B. prenant la responsabilité de l'attentat commis dans la nuit de samedi à dimanche au centre de redevances Radio-TV de Rennes, et demandant « quand le breton sera-t-il diffusé à la radio et à la télévision » ?

La direction régionale de FR 3 à Rennes rappelle que les émissions de radio en langue bretonne ont fait leur apparition en 1946 et qu'elles sont devenues quotidiennes depuis 1964. Elles ont commencé à la télévision sous forme d'un court insert hebdomadaire en 1964.

Depuis avril 1974, deux bulletins quotidiens de 10 minutes chacun sont diffusés en FM sur l'ensemble de la basse Bretagne en plus de l'émission hebdomadaire d'une heure « Liou an Amzer ».

En télévision, une émission bi-mensuelle de 20 minutes, « Breiz o vea », s'est ajoutée depuis janvier 1971 aux séquences des mardi et vendredi diffusées au journal télévisé.

- L'AURORE - 8/2/77 - Page 10 -

LE MATIN DE PARIS 4 11 MARS 1977

4. LIBERATION. 23 mars 1977

POUZOLS: ATTENTION OCCITANS

« C'est le dernier avertissement avant des actes plus sévères », c'est ce qu'un correspondant anonyme a chuchoté lundi matin à l'oreille d'un journaliste local après qu'un commando occitan ait scié dans la nuit de samedi à lundi un poteau d'une ligne téléphonique qui dessert un lotissement de résidences secondaires près de Pouzol (Aude). De nombreuses inscriptions « F.L.O. » (Front de Libération Occitan) ont été retrouvées sur les quelques quarante hectares du lotissement « Soleil d'Occ », lotissement dû à l'initiative d'un promoteur néerlandais qui compte une soixantaine de villas appartenant à des touristes français et néerlandais.

COUR DE SURETÉ DE L'ETAT :

Deux peines de prison ferme, trois sursis deux acquittements

- OUEST -
FRANCE -
= 31/3/77 -
- Page 6 -

LE PROCÈS DES SEPT AUTONOMISTES BRETONS, poursuivis pour reconstitution de ligue dissoute et participation à des attentats, s'est terminé hier devant la Cour de Sureté par l'acquiescement de deux des inculpés et la condamnation des cinq autres à des peines de prison ferme ou avec sursis. Ce verdict, rendu après deux heures de délibération, par les trois magistrats et les deux officiers généraux qui composent la chambre de jugement de la Cour de Sureté de l'Etat, est assez éloigné des réquisitions du procureur général Bétéille qui, mardi, avait réclamé des peines de cinq à dix ans de réclusion pour la plupart des inculpés.

Les deux acquittés sont Corentin Pullandre, électricien à Château-neuf-du-Faou, et René Kerhousse, inspecteur du Trésor à Brest. Jean-Charles Denis, agriculteur à Plaudren (Morbihan), détenu depuis le 22 octobre 1975, a été condamné à trois ans de prison. Jean Laluyaux, restaurateur à Lorient, à trois ans de prison dont deux avec sursis; Yann Pullandre, à 3 ans avec sursis; Aimé Le Breton, recteur de Gommenec'h et Tréverac (Côtes-du-Nord), a été condamné à 13 mois de prison avec sursis, et André Le Gall, docteur à Lorient, à 6 mois de prison avec sursis. En dehors de Jean-Charles Denis, qui a déjà pas-

sé 17 mois en détention provisoire, les autres condamnés ont été libérés au bout de 4, 5 et 6 mois de détention provisoire.

Seuls, Jean-Charles Denis et Jean Laluyaux vont donc se retrouver en prison.

La Cour de Sureté de l'Etat, avant de rendre son arrêt, avait rejeté en bloc les conclusions juridiques déposées avant les débats par les avocats des inculpés, soulevant l'incompétence de la Cour et demandant l'annulation de certaines pièces de procédure.

La Cour de Sureté examinera le 28 avril les demandes de domma-

ges-intérêts présentées par l'Etat à la suite des attentats contre la gendarmerie de Brest-L'Harteloire et le camp de la Lande d'Oué.

Six des prévenus avaient été arrêtés au cours d'un coup de filet effectué en octobre 1975, qui avait touché plusieurs dizaines de personnes. Au terme du délai de garde à vue, treize inculpations avaient été prononcées qui, pour sept d'entre eux, avaient été suivies d'un non-lieu. Le septième prévenu, Corentin Pullandre, avait été inculpé plus tôt, en janvier 1975, et écroué pendant deux mois à la prison de la Santé.

LA REVOLUTION DE SERRA DI SIUM' ORBU

Bastia (correspondance)

Dimanche dernier la vallée du Sium'Orbu, à l'ouest de Ghisonaccia, était en fête. En grim pant la route sinueuse qui conduit chez Jean-Louis, Jeannot, Marie-Lucie, Batti et tant d'autres, on pouvait croiser les cortèges klaxonnant des voitures portant, drapeaux corsés au vent, les élus des municipales. De chaque groupe de maisons, plus haut sur leurs promontoires, fusils et pistolets tonnaient en salves multiples et les montagnes voisines en renvoyaient l'écho. Le soleil était de la partie et, mélangé au bon vin des côtea ux, il aidait à faire tourner les têtes...

A Serra di Sium'Orbu tous étaient là sous le préau du groupe scolaire. C'était la fête de l'union retrouvée. M. Carlotti, le premier adjoint s'en félicitait : « C'est la première fois depuis bien longtemps qu'une telle union se fait dans nos hameaux, autour du maire et de l'adjoint. C'est que nous avons, en premier lieu, regardé l'intérêt du village. Nous sommes aujourd'hui ensemble parce que nos opinions et nos idées sont les mêmes quant à la gestion et l'administration de la commune. Nous sommes tous des gens de gauche. »

ALLIANCE TACTIQUE

On se souvient qu'à l'issue du premier tour (Libé du 19 mars) la liste des jeunes et des autonomistes était en tête, avec 197 voix, d'un ballottage intéressant les quatre listes présentées. Un avantage bien mince d'ailleurs et qui risquait fort de ne pas leur profiter au deuxième tour. « Nous avions, explique Jean, deux solutions : rester purs et jusqu'aboutistes, avec le risque d'être muselés encore durant 6 ans, ou bien faire une alliance avec une autre liste proche de nous, intègre, même si elle était moins révolutionnaire. Plus âgée aussi. Nous en avons longuement discuté. Il fallait acquérir la possibilité de faire ce que nous voulions plutôt que de tout gâcher par une position de principe. Même si le regret subsiste d'avoir eu à couper notre liste en deux. »

C'est ainsi que la liste du comité d'action, menée par Jean Chiari (militant dans la fin des années soixante à l'Union Corse, avec Santoni et Alfensil, s'est prononcée

pour une alliance majoritaire avec la liste que conduisait M. Carlotti. Jean Lous, militant nationaliste dont le père se présentait sur la liste des jeunes, veut que l'on comprenne bien : « L'union s'est faite sur notre programme. S'il y a eu des sacrifiés (6 jeunes et 5 « anciens »), le résultat reste le même : nous ferons la même chose du point de vue sentimental, même si du point de vue affectif, nous aurions préféré le faire avec les onze du début. Malgré l'alliance avec les « anciens » de la liste Carlotti, on se retrouve à la mairie, avec des gens jamais élus à ce jour : des nouveaux. »

Carlotti souligne aussi que « l'union est plus une union sentimentale qu'une union de raison. Nous disons tous non au système politiciard qui avait cours jusqu'à ce jour, explique-t-il. Nous n'avons pas besoin de la Commune pour vivre et nous refusons un système qui achète des « clients » par des emplois. »

Jean Chiari, le maire, le dit aussi : « Il n'y aura plus d'emploi de complaisance dans notre commune, mais seulement des employés nécessaires. Nous disons non aux subventions déguisées qui rapportent des voix. » C'est cet esprit nouveau en Corse, qu'aujourd'hui une petite commune insulaire est fière d'avoir fait triompher. Grâce, sans doute, à l'action du Comité des jeunes.

MEETING EN VO

« Le comité d'action restera, poursuit Jean. Il représente pour nous un gar-

de-fou contre l'usure du pouvoir, et son action peut lui permettre d'aller toujours de l'avant. D'autre part, toute option importante, intéressant le budget ou une quelconque action à réaliser ne sera décidée qu'après réunion des villageois sur la place de la mairie. Et pour que chacun comprenne, participe, les réunions se feront en langue Corse, traduite en Français. » Une petite révolution : l'équipe des nouveaux édiles a voulu en donner l'exemple : « Contrairement aux usages nous avons élu le maire et les différents adjoints à main levée. Le bulletin secret permet toutes les combines. Pour nous tout doit être net », précise Carlotti.

CONTRE LE BASTION DE LA FAMILLE

La cause de ce changement, un jeune nous la donne : « Nous avons bénéficié d'une facilité. Notre commune est la plus arriérée du Sium'Orbu. Cinquante ans de retard qui peuvent, dans des cas comme celui-ci, être cinq ans d'avance. Nous avons gagné sans l'appui des clans et en nous attaquant même au bastion de la famille, faisant une liste contre nos propres parents. Du jamais vu. »

Tard dans la nuit, les canons de foire installés sur le camion du triomphe, ont cessé de tonner. Le tonneau de rosé était vide, le jambon épuisé depuis longtemps. « Le pari engagé est en passe d'être tenu. Et nous pouvons d'ores et déjà dire que nous sommes en avance. D'ailleurs, tous les villages ont les yeux braqués sur nous. » Cette conclusion, les jeunes « sans étiquette » du village cap-corsin de Luri (Libé 12 mars) ne peuvent malheureusement pas la faire. Réunissant la grande majorité de votes physiques ils ont dû plier au premier tour face aux procurations que les candidats des clans opposés, unis en une seule liste pour les battre, ont acquis auprès d'une clientèle qui vit loin, très loin des problèmes de la Corse d'aujourd'hui...

STEPHANU

X----- - LIBERATION -

- 9 - 10 - 11/4/77 -

- Page 5 -

KANAPA, CHIRAC, CARTER, PRESQUE D'ACCORD

Il n'existe en France que deux grandes formations nationalistes (cela suffit amplement), le PC et les gaullistes. Eux seuls vibrent quand on leur parle d'indépendance nationale. Ainsi ils se retrouvent aujourd'hui sur l'élection du parlement européen au Suffrage universel contre les giscardocentristes, et les socialistes. Mais grâce à Carter, communistes et gaullistes viennent de se rapprocher plus encore. Carter avait déclaré (Libé d'hier) que l'arrivée des communistes au pouvoir en Europe ne concernait pas l'Amérique, même si cela posait des « problèmes ». Kanapa et Chirac ont accueilli cette déclaration avec beaucoup de satisfaction. « C'est bien, c'est très bien », a dit le premier en expliquant qu'il n'y aurait pas de problème en France puisque les communistes viendraient au pouvoir avec d'autres forces de gauche. « Ce n'est guère que la constatation d'une évidence », a rétorqué Chirac qui a précisé d'autre part qu'il n'était pas choqué, contrairement à Giscard, par les contacts entre les membres de l'ambassade américaine à Paris et les communistes français.

- LIBERATION - Page 5 -

- 9 - 10 - 11/4/77 -